

TOULOUSE : Bombe chez les anarchistes



Une bombe a ravagé à Toulouse, rue des Blanchers, dans la nuit de mardi à mercredi, une imprimerie servant à l'impression de tracts anarchistes et du journal de ce mouvement : « Basta ». Cette photo donne une idée de la violence de l'explosion qui a soumis à rude épreuve la solidité de la maison.

Photo « La Dépêche »

• Notre information en page départementale

attentat contre l'imprimerie 34 le 17 mars 1976

article la depeche du
midi

Faits divers • Faits divers • Faits divers

SÉRIE NOIRE POUR LES ANARCHISTES 18/03/76

Une bombe souffle leur atelier d'imprimerie dans des conditions particulièrement dangereuses

Dans la nuit de mardi à mercredi, vers 2 h 20, MM. Julien Touffe, 71 ans, et Albert Decaux, demeurant tous deux au premier étage d'une maison située au numéro 34, rue des Blanchers, à Toulouse, ont été réveillés en sursaut : une bombe venait d'exploser devant l'imprimerie installée au rez-de-chaussée.

Cet atelier, employant huit personnes, était dirigé par Mme Rivière et M. Bernard Reglat, domiciliés au château de Marsac, à Thil, et connus pour leurs attaches avec les milieux anarchistes.

Depuis quelques années ils s'étaient recyclés dans l'imprimerie de labour et l'une de leurs dernières productions était le périodique « Basta », introuvable, hier à Toulouse.

Étant donnée la personnalité des deux principaux responsables, anarchistes peut-être, mais certainement non-violents, cet attentat semble assez difficilement explicable.

Un règlement de comptes ?

À la sûreté urbaine et au S.r.p.j. on pense qu'il s'agit d'un règlement de comptes politique lié à la fusillade du 4 mars à Montredon, puis à la mort accidentelle de Robert Touati et Juan Duran-Escribano, le mardi 9 mars,

sur le campus de la Faculté de Ranguell. En effet, certains de nos confrères parisiens avaient cru bon d'établir un lien entre les deux affaires et avaient même publié une photo de l'imprimerie.

Par ailleurs, un tract rédigé en français approximatif a été distribué, hier, en ville, indiquant notamment que « l'Alliance anticommuniste - antiterroriste revendique l'attentat qui a causé la mort, dans la nuit du lundi au mardi 9 mars (...) de deux terroristes poseurs de bombes ».

S'ils manient mal le français, les auteurs de l'attentat contre l'imprimerie semblent, par contre, savoir assez bien poser l'explosif.

Une charge très forte

De fait, il fallait, pour causer de tels dégâts, ou une charge très forte ou une charge plus réduite, mais bien placée.

Cette dernière hypothèse a été retenue et au vu des dégâts on peut se demander comment l'immeuble tient encore debout. Deux machines « typo » et une « offset »



Murs lézardés, vitres brisées et alentour, machines inutilisables, voilà ce qu'il reste de l'imprimerie montée, rue des Blanchers, par huit jeunes gens, anarchistes ou sympathisants, qui avaient décidé de se recycler.

(Photo « La Dépêche », opérateur Jef)

Vigoureuse protestation de la C.G.T. contre l'agression de la Bourse du travail

L'U.d.c.g.t. publie un communiqué dont voici l'essentiel :

« La Bourse du travail a été agressée dans la nuit du 16 au 17 mars 1976. Les auteurs ont signé leur acte. Ils vissent la C.g.t. et le syndicat du Livre dans leur action pour la défense des libertés et des revendications des travailleurs.

« Cet acte fasciste, de violence orchestrée, a pour objet de créer un climat de peur dans la population, au moment où le mécontentement des travailleurs contre la politique anti-sociale du pouvoir et du patronat s'exprime

par de nombreuses luttes et le succès des forces de gauche, lors des élections cantonales.

« Forts de cette situation, l'U.D. C.g.t. et le syndicat du Livre, ne tolèrent pas que des groupes de nervis tentent par des actes de violence de remettre en question les libertés.

« Il appellent l'ensemble des travailleurs à riposter au sein des entreprises pour manifester leur indignation et apporter leur soutien à la C.g.t. en renforçant ses rangs par de nouveaux et nombreux adhérents.

« L'U.D. C.g.t. et le syndicat du Livre ont d'ores et déjà pris contact avec les organisations syndicales et les partis politiques de gauche afin d'apporter la riposte vigoureuse qui s'impose.

« Le bureau de l'U.D. et le syndicat du Livre C.g.t. appellent les travailleurs à la plus grande vigilance et leur demandent d'exiger des pouvoirs publics que les auteurs de ces actes soient recherchés et condamnés en conséquence.